

LES QUARTIERS A LA LOUPE

la politique de la ville à Paris

L'OBSERVATOIRE DES QUARTIERS PRIORITAIRES DE PARIS

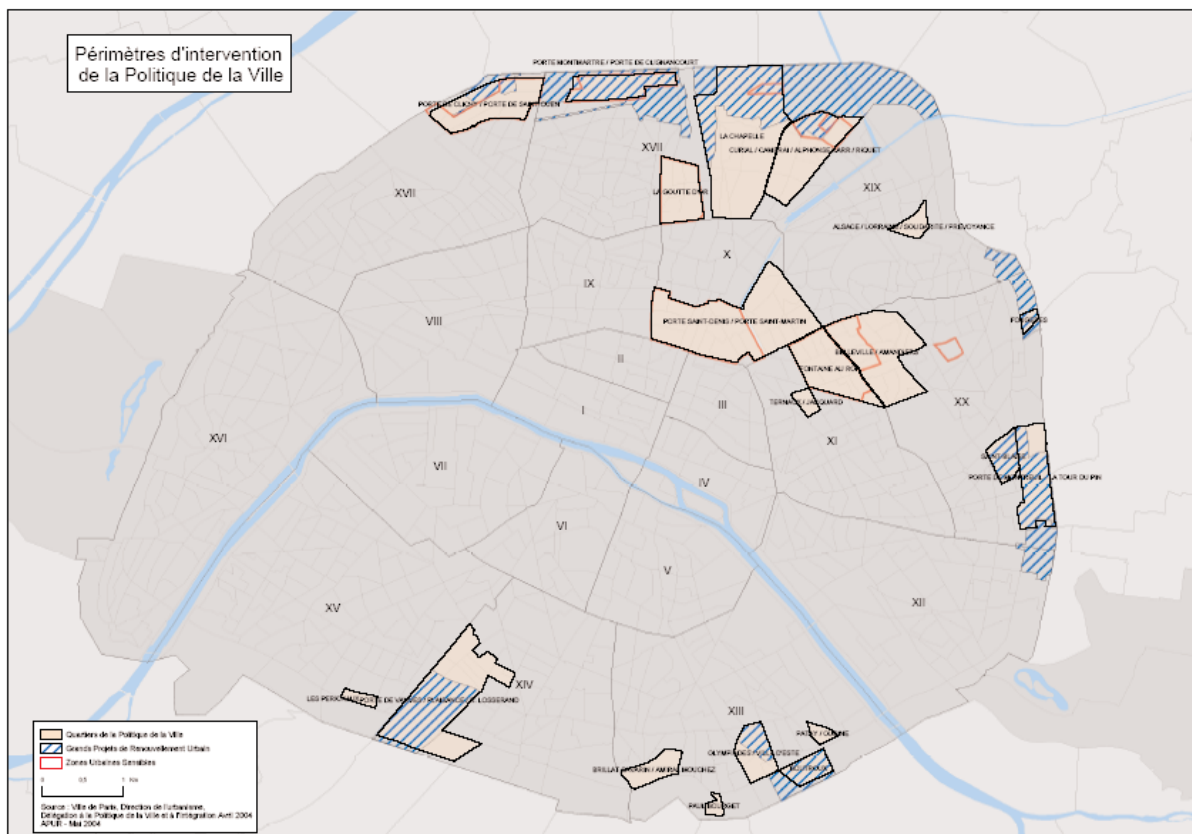
Ces dix dernières années ont vu se développer en France une large réflexion sur la nécessité d'un suivi des politiques publiques, jugé de plus en plus indispensable. Ce souci a conduit la ville de Paris à créer un observatoire des quartiers inscrits dans la politique de la ville, politique à laquelle un défaut de lisibilité est souvent reproché. Cet observatoire parisien conçu par l'Atelier Parisien d'Urbanisme porte sur les 16 quar-

tiers de la politique de la ville (QPV) et les 11 sites du Grand Projet de Renouvellement Urbain (GPRU). L'observatoire parisien s'appuie sur une base de données créée en 2004 qui comporte plus de 140 indicateurs. Chacun des quartiers y est décrit avec précision à l'échelon des IRIS (regroupement d'îlots de l'INSEE). Cet outil statistique sera actualisé de façon à évaluer les écarts entre les quartiers et mesurer leur réduction.

LA POLITIQUE DE LA VILLE A PARIS

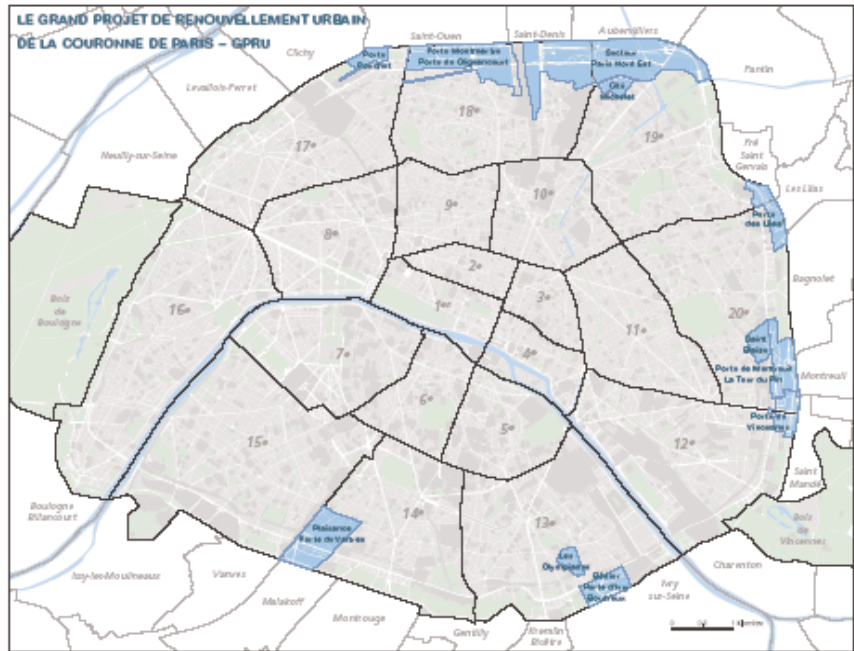
S'attaquer aux inégalités sociales et territoriales, bâtir un Paris plus juste et plus solidaire, considérer que tous les Parisiens, quelque soit leur situation ou leur domicile, ont le " droit à la Ville ", constituent des engagements forts de la municipalité parisienne élue en 2001. C'est la raison pour laquelle la politique de la ville a été consi-

dérablement renforcée avec l'extension de la géographie d'intervention à 16 quartiers prioritaires (350 000 habitants) qui connaissent une situation de décrochage par rapport à leur environnement immédiat. La ville y a consacré près de 180 millions d'euros en 2005.



La diversité des quartiers révèle des histoires urbaines très spécifiques et des situations très différentes : les quartiers de la ceinture rouge des habitations bon marché (HBM) produites dans les années vingt à la suite de la loi Loucheur, les quartiers fruit des conceptions de " l'architecture moderne " de l'immédiat après-guerre en rupture avec la ville traditionnelle, les quartiers " faubouriens " avec un habitat plus ancien, plus hétérogène et moins marqué par le logement locatif social.

Parallèlement, une politique de renouvellement urbain structurante est décidée avec le Grand projet de renouvellement urbain de la couronne de Paris (GPRU)



qui s'engage sur 11 des quartiers inscrits dans la politique de la ville et situés principalement entre les boulevards des maréchaux et le boulevard périphérique. Il concerne 200 000 habitants, à l'intérieur des sites et aux abords immédiats. L'objectif majeur du GPRU est de remettre les quartiers dans la normalité de la ville, avec une qualité urbaine et de l'espace public identique à celle du centre. Cette préoccupation de qualité urbaine se double de celle d'une prise en compte de la qualité environnementale par la mise en œuvre d'une démarche Haute Qualité Environnementale (HQE) pour les équipements publics ou de démarches analogues dans le cas des projets urbains. Il s'agit aussi d'assurer le développement économique des secteurs considérés, en particulier en optimisant l'occupation de terrains mal utilisés.

LES CONSTATS

A Paris, si les phénomènes d'exclusion existent sur la quasi-totalité du territoire parisien, les difficultés se concentrent principalement dans les quartiers inscrits dans la politique de la ville où vivent 350 000 parisiens (17 % de la population totale et 17 % du territoire parisien). Dans ces quartiers, le chômage atteint 17 %, contre 12 % sur l'ensemble de la capitale (données du recensement de 1999). Ils accueillent près du tiers des ménages à bas revenus de la ville ; 19 % des habitants y vivent avec moins de 735 € par mois, contre 11 % à Paris et 19 % des habitants sont sans diplôme contre 11,4 %. Un élève sur cinq a un an de retard en fin de primaire contre 13 % pour l'ensemble des écoles de Paris.

une population de ménages jeunes

La vitalité de la jeunesse et des familles est l'une des grandes caractéristiques des quartiers prioritaires. Cette vitalité s'exprime par le nombre - 27% des ménages sont des familles avec enfants de moins de 25 ans contre 22% à Paris - mais aussi par la taille des familles, car celles qui ont

plus de 2 enfants sont fortement représentées dans les quartiers (21% des familles contre 17% à Paris). Le poids des familles monoparentales est lui aussi supérieur à la moyenne parisienne - 30% contre 26% - bien que la moyenne parisienne soit elle aussi élevée.

une concentration des classes les plus modestes

D'après le recensement de 1999, les ouvriers et employés forment ainsi 40% de la population active au lieu de 29% sur l'ensemble du territoire parisien. A l'autre extrémité, 19% seulement des actifs appartiennent à la catégorie des cadres et professions intellectuelles supérieures contre 33% à Paris. Les études montrent que de nouvelles populations plus aisées s'installent dans certains quartiers centraux comme Saint-Martin, Ternaux-Jacquard ou Brillat-

Savarin. Cette dynamique de " gentrification " se traduit par une augmentation de la part des catégories socio-professionnelles supérieures et une baisse de la part des classes populaires. Entre 1990 et 1999, dans le quartier Ternaux-Jacquard, la part des cadres et des professions intellectuelles supérieures est ainsi passée de 24% à 33% alors que la part des ouvriers reculait de 25% à 19%.

Allocataires du RMI et population à bas revenus dans les quartiers prioritaires

	Allocataires du RMI en 2001	Allocataires du RMI en 2004	Évolution 2001-2004	Population à bas revenus en 2001	Population à bas revenus en 2004	Évolution 2001-2004
Porte Saint-Denis, porte Saint-Martin	1904	2476	30,0 %	7688	8538	11,1 %
La Fontaine-au-Roi	1311	1542	17,6 %	4919	4939	0,4 %
Portes du Sud	480	587	22,3 %	2406	2518	4,7 %
Olympiades, Villa d'Este	339	509	50,1 %	2468	2674	8,3 %
Porte de Vanves, Haissance, Raymond-Losserand	727	976	34,3 %	3875	4483	15,7 %
Porte de Clidly, porte de Saint-Ouen	420	503	19,8 %	2217	2527	14,0 %
Porte Montmartre, porte de Clignancourt	372	691	85,8 %	2411	2864	18,8 %
La Goutte-d'Or	1068	1348	26,2 %	5686	5993	5,4 %
La Chapelle	1250	1597	27,8 %	7213	8040	11,5 %
Cunial-Cambrai, Alphonse-Karr, Riquet	1002	1320	31,7 %	6773	7853	15,9 %
Belleville-Amandiers	1185	1542	30,1 %	6601	7386	11,9 %
Porte de Montreuil, Saint-Blaise	708	973	37,4 %	4831	5386	11,5 %
Ternaux-Jacquard	139	143	2,9 %	470	512	8,9 %
Les Péricheux	48	69	43,8 %	385	411	6,8 %
Alsace-Lorraine, Solidarité, Prévoyance	331	328	-0,9 %	1585	1583	-0,1 %
Fougères	60	154	156,7 %	552	910	64,9 %
Total QPV	11 344	14 758	30,1 %	60 080	66 617	10,9 %
Paris	46872	59970	27,9 %	211 629	228 731	8,1 %

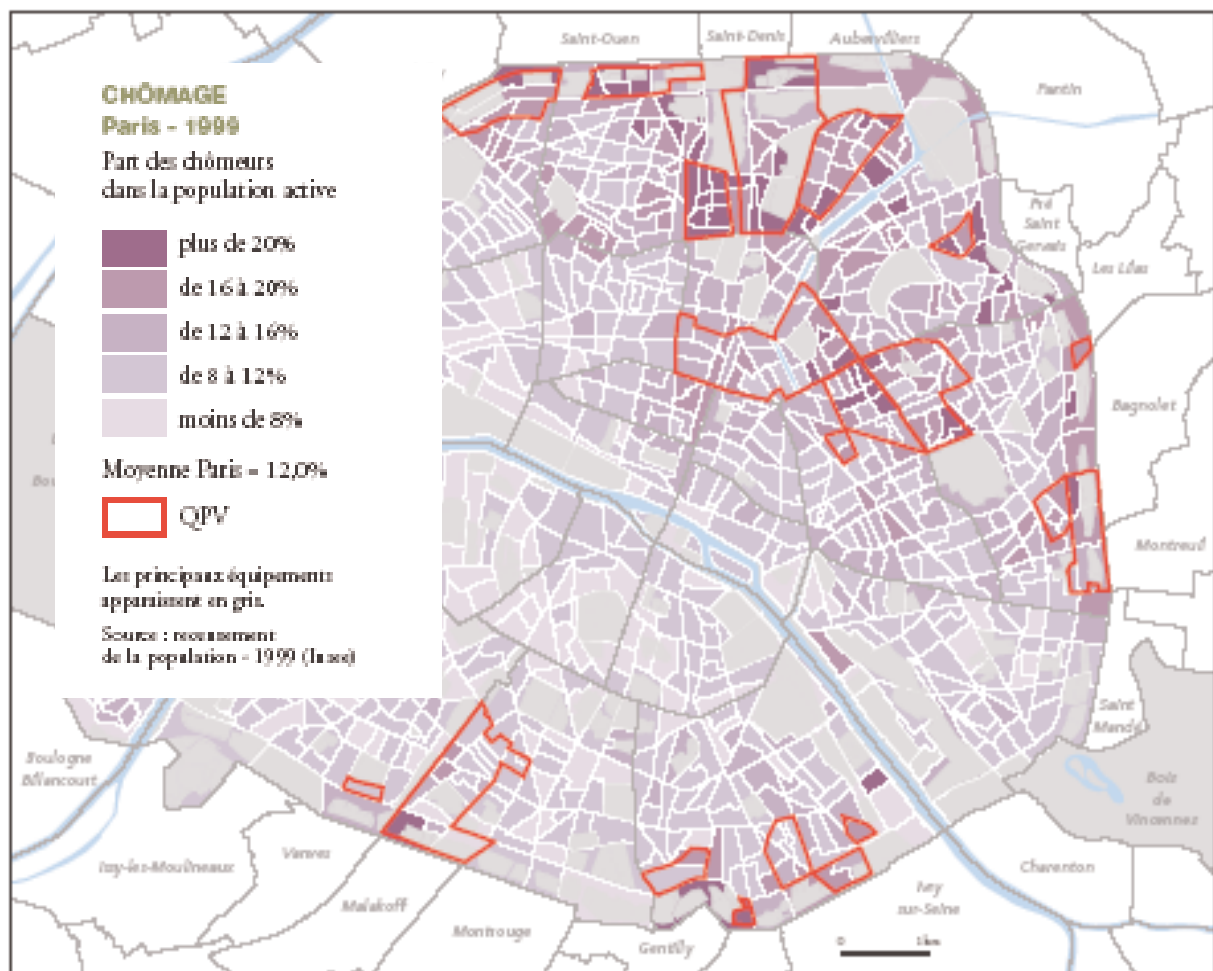
Source : CAF 2004.

Bas revenus : moins de 755 euros par mois.

un haut niveau de chômage et de faibles ressources

En 1999, les indicateurs de précarité confirmaient la présence dans les quartiers d'une population très modeste. C'est en premier lieu le haut niveau de chômage qui était au cœur des dysfonctionnements. Selon les quartiers, le taux de chômage variait en 1999 de 12% à 23% (en moyenne 17%) alors que la moyenne parisienne est de 12%. Les chiffres récents, au niveau local, font défaut

pour apprécier l'évolution du chômage. Les derniers disponibles sont ceux de 2003, édités par l'observatoire national des ZUS, qui montraient une évolution nettement défavorable. Toutefois il est fort probable que la baisse du chômage constatée à Paris depuis 2003 a profité aux quartiers politique de la ville.



une forte présence des services publics de proximité

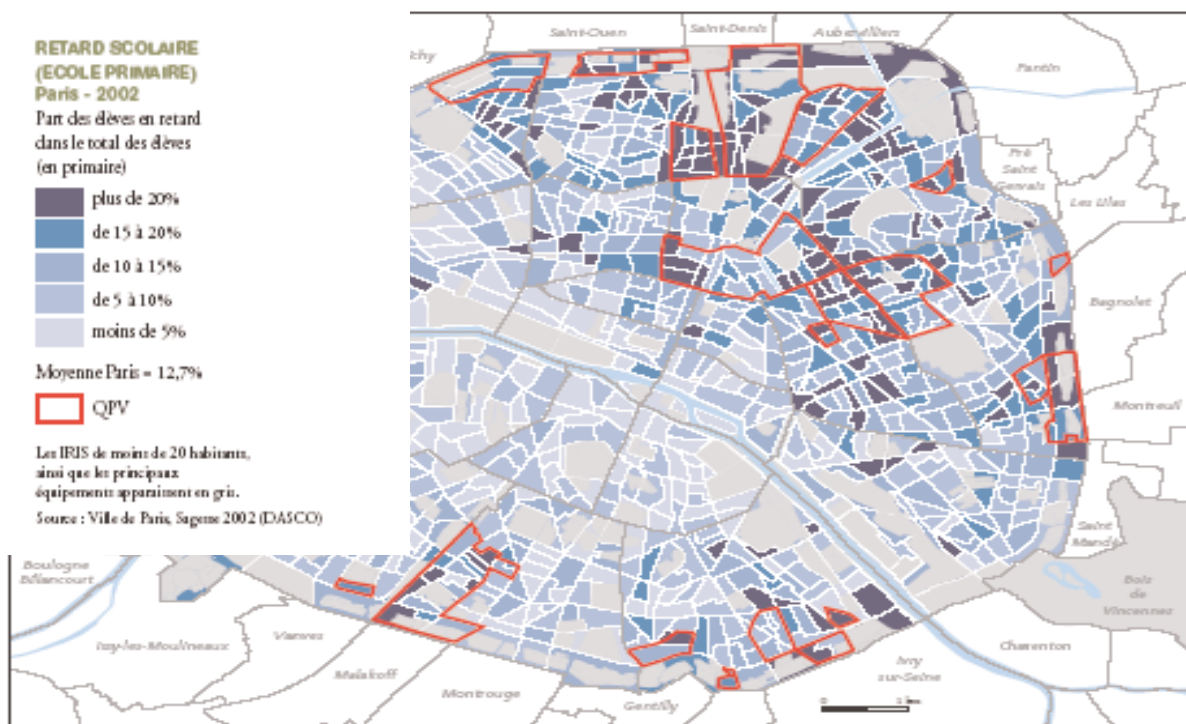
Les quartiers prioritaires justifient la mise en œuvre d'actions ambitieuses, tant en matière de soutien social que d'initiatives en faveur de l'activité et de l'emploi. Il existe déjà une panoplie d'interventions, qui s'est enrichie ces dernières années. Sur le plan social, la traduction de cette action sociale au quotidien est la présence sur le territoire des quartiers de 41 centres et services sociaux de toute nature,

qui relèvent de la Ville de Paris, du département, de la CAF de Paris, de la Sécurité sociale, etc. Ces équipements représentent 30% de l'offre parisienne. Les forts besoins de ces quartiers sont donc déjà en grande partie pris en compte. En ce qui concerne l'aide pour le retour à l'emploi, 38 équipements spécifiques sont localisés dans les quartiers prioritaires, soit 26% de l'offre parisienne.

des difficultés scolaires persistantes

Les difficultés scolaires touchent particulièrement les enfants des quartiers de la politique de la ville. Alors qu'à Paris, 13% des élèves ont une année de retard en fin de primaire, ils sont 19% dans les quartiers prioritaires, soit près d'un élève sur cinq. Dans les quartiers de la périphérie nord et dans celui de

la Goutte d'Or, le taux de redoublement est deux fois supérieur à la moyenne parisienne. L'échec aux examens est un autre symptôme. Les résultats 2004 au brevet des collèges montrent que 58% seulement des collégiens des quartiers prioritaires obtiennent leur diplôme contre 70% à Paris.



un entretien suivi du parc d'habitat social

Le parc HLM d'une façon générale fait l'objet d'un entretien suivi, avec de nombreuses opérations de réhabilitation ou de requalification. Les programmes d'amélioration financés par la PALULOS, en forte hausse depuis 2001, profitent largement aux quartiers prioritaires. Dans le parc privé, l'un des grands enjeux est celui de la résorption de l'insalubrité, qui concerne directement certains quartiers prioritaires. Parmi les 1.018 immeubles parisiens recensés

comme particulièrement dégradés, 448 (45%) sont situés dans les quartiers prioritaires, principalement ceux de Belleville et de la Goutte d'Or. Sur les 448 immeubles dégradés que comptent les quartiers, 402 sont en voie de résorption. De plus, 120 font l'objet d'une ou de plusieurs procédures : 71 arrêtés d'insalubrité réparable, 25 arrêtés d'insalubrité irréparable, 14 arrêtés de péril, et 27 signalements au titre du saturnisme.

un cadre de vie amélioré

Globalement, les quartiers prioritaires sont mieux équipés que les autres parties du territoire parisien. Les équipements sportifs, équipements en faveur de la petite enfance et équipements en faveur de l'emploi y sont proportionnellement plus nombreux qu'à l'échelle de Paris. Quant au tissu associatif,

dont la vitalité participe du cadre de vie, il est inégalement présent. On compte 10 associations pour 10 000 habitants dans les quartiers prioritaires du centre au lieu de 4 à 5 associations pour 10 000 habitants sur les sites GPRU.